

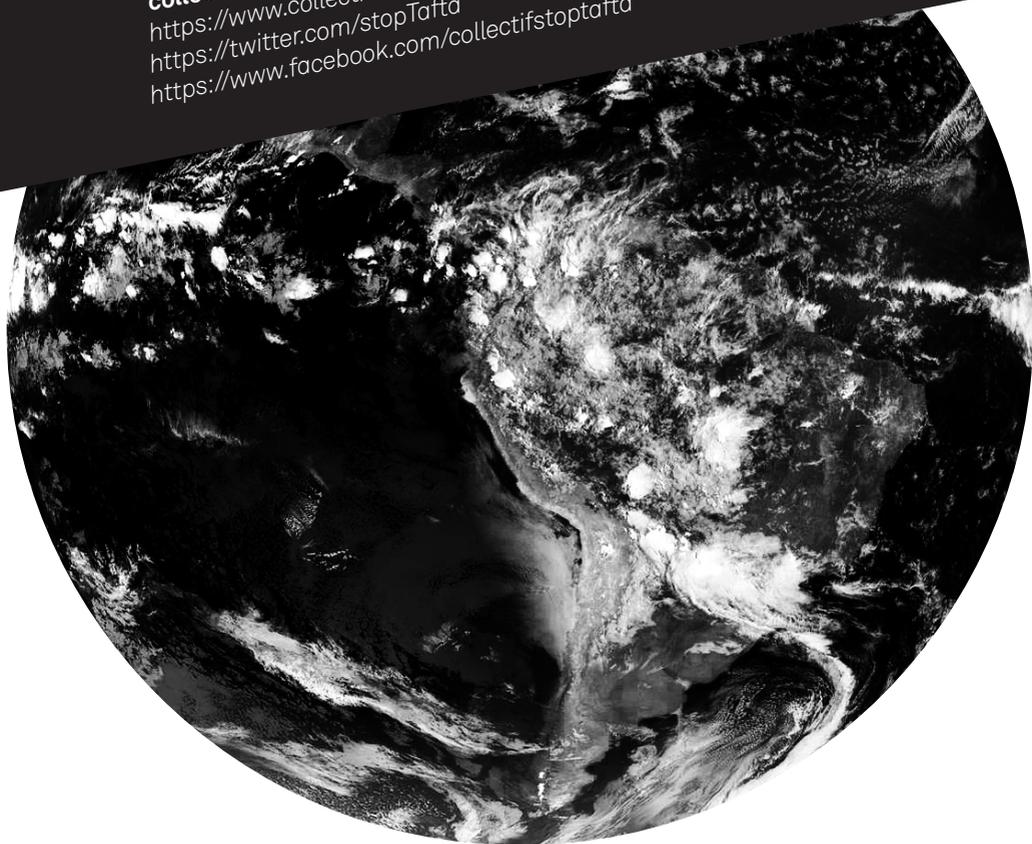
Face à l'urgence
climatique, débranchons
l'accord UE-Mercosur
& le Traité sur la charte
de l'énergie.

collectif Stop CETA-MERCOSUR

<https://www.collectifstoptafta.org/>

<https://twitter.com/stopTafta>

<https://www.facebook.com/collectifstoptafta>



Le changement climatique se conjugue au présent. Pas une saison ne passe sans que nous n'en éprouvions la dure réalité : près de 50°C au Canada, gigantesques feux de forêts de la Californie à la Sibérie, inondations destructrices en Chine, Allemagne, Belgique et ailleurs. Des villes et villages sont rayés de la carte, des milliers de personnes ont perdu la vie, en tout des millions de personnes affectées, des écosystèmes détruits ou transformés à jamais, sans même parler des centaines de milliards d'euros de dégâts.

Le constat des scientifiques du GIEC est sans appel : « le changement climatique s'accélère et s'intensifie » à un rythme « sans précédent ». Pourtant la Commission européenne, avec l'assentiment des Etats-membres, continue à procéder comme s'il était encore possible d'approfondir la mondialisation néolibérale et productiviste par de nouveaux accords de libéralisation du commerce et de l'investissement avec des dizaines de pays dans le monde : Mercosur, Canada, Japon, Singapour, Vietnam, Mexique, Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, etc.

Ainsi veut-on exporter vers les pays du Mercosur toujours plus de voitures et pesticides dont l'usage est interdit en Europe et importer en retour des produits agricoles à l'origine de la déforestation et de la destruc-

tion des écosystèmes. N'est-il pas temps de mettre en œuvre des politiques de sobriété et de relocalisation écologique et solidaire qui pourraient à la fois améliorer les conditions de vie des populations, ici et dans les pays du Sud ? L'heure est à renforcer la coopération internationale plutôt que généraliser la concurrence entre les populations.

Ces accords, tels que le Traité sur la charte de l'énergie, ont donné des droits démentiels aux entreprises multinationales qui leur permettent de dissuader, retarder ou renchérir les politiques de lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi les Pays-Bas qui ont décidé de sortir progressivement du charbon sont-ils poursuivis par la multinationale allemande RWE qui leur réclame 1,4 milliard €. Ce n'est pas un cas isolé. En France aussi, la loi Hulot sur les hydrocarbures a été détricotée suite aux pressions d'un industriel. N'est-il pas temps de retirer ces protections dont profitent les pollueurs ?

La pandémie de Covid19, qui a révélé les fragilités sanitaires et industrielles d'une mondialisation insoutenable, n'a pas permis d'éradiquer le virus libéral qui persiste à Bruxelles comme à Paris. Mobilisons-nous pour débrancher l'accord UE-Mercosur et le Traité sur la charte de l'énergie afin de déverrouiller les conditions de possibilité d'une politique écologique et solidaire.

POUR PASSER À L'ACTION

Plus d'un million de personnes en Europe ont signé pour appeler « l'UE et la France à sortir du Traité sur la charte de l'énergie »

s.42l.fr/PetitionTCE ✨

Demandons à notre collectivité territoriale (commune, département, région, etc.) de s'engager contre l'accord UE-Mercosur et pour la relocalisation écologique et solidaire

<https://www.collectifstoptafta.org/accord-ue-mercocur/article/stop-accord-ue-mercocur-demandons-aux-collectivites-territoriales-de-s-engager> ✨